

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 12 mars 2018

Contre une attaque générale, il faut une riposte générale !

Macron et son gouvernement veulent la guerre éclair. Après s'être attaqués au Code du travail, voilà qu'ils s'en prennent aux fonctionnaires, aux cheminots, aux jeunes et aux chômeurs. À chacun sa réforme, pourrait-on dire. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien d'une attaque générale qu'il s'agit, d'une épreuve de force politique contre l'ensemble du monde du travail.

Macron joue les matamores et voudrait bien diviser nos rangs, prétendre que les cheminots sont des « privilégiés » (lesquels débutent souvent sous le Smic, d'où les primes que la direction est obligée de consentir !), au moment même où ses copains du CAC 40 annoncent 93 milliards de profits pour 2017.

Alors, pas question de marcher dans leur intox. Nous sommes tous le cheminot de quelqu'un, avec ou sans CDI, avec ou sans tel ou tel minable statut, avec ou sans telle convention collective mise en cause, avec ou sans telle ou telle prime... Reste à nous serrer les coudes, à préparer une riposte solidaire et massive, à la hauteur de la provocation gouvernementale.

Tous concernés

Le réseau ferroviaire est vétuste. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron. En cassant le statut de cheminot, il veut simplement que la SNCF puisse licencier ses employés, comme une entreprise ordinaire ! Cela n'entraînerait aucune amélioration pour les autres travailleurs. Cela ne ferait que rendre plus arrogant le grand patronat.

Tout le monde sait aussi que les hôpitaux publics manquent de moyens. Aux Urgences, il faut patienter des heures pour être pris en charge, parfois pour dormir dans un couloir, sur un brancard. Dans les Ehpad (maisons de retraite), les employés doivent courir d'un patient à l'autre. Et dans l'Éducation, c'est du pareil au même. Dans les écoles, les lycées et les facs, les profs font cours à des classes ou à des amphis surpeuplés. La seule chose qu'on propose aux jeunes des classes populaires, c'est de nouveaux obstacles à l'entrée à l'université, un parcours du combattant ultra sélectif dénommé « parcoursup ».

Que propose le gouvernement ? Un plan massif de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et le développement des contrats précaires.

Tous ensemble le 22 mars : comme le redoute le patronat, les cheminots ne seront pas isolés !

Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont l'hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse.

Leur colère aura mille raisons de se joindre à celle des travailleurs du secteur privé : des grévistes d'Air France, des salariés de Tupperware à Joué-lès-Tours qui viennent d'être jetés dehors, de ceux de Ford à Blanquefort menacés du même sort. Sans oublier la colère des trois millions et demi de chômeurs que compte le pays.

Le 15 mars, le personnel des Ehpad et des services à domicile, les hospitaliers, les retraités et les jeunes seront en grève et manifesteront. Le 22 mars, tous les travailleurs du secteur public et de nombreux travailleurs du privé sont appelés à la grève. Il faut tous en être, et saisir ces occasions pour nous retrouver dans la rue. Évidemment, une ou deux journées, même en étant nombreux, ne suffiront pas à faire plier le gouvernement. Mais c'est le moment de nous réunir pour évoquer des problèmes qui sont l'affaire de tous. C'est le moment de nous organiser, de décider démocratiquement de ce que nous voulons, pour parler d'une seule voix à nos patrons. C'est le moment de nous coordonner, de combattre avec les salariés du service ou de l'entreprise d'à côté.

Alors oui, il faudra plus qu'une ou deux journées. Il faudra prolonger et généraliser les grèves. À nous de construire le mouvement d'ensemble qui pourra doucher l'ardeur guerrière du président des riches. Il y a 50 ans, au printemps 1968, la jeunesse avait donné le coup d'envoi à la grève générale. De quoi nous inspirer en ce printemps 2018.

Plan de licenciement masqué

PSA fait en douce un plan de licenciements de 525 travailleurs à Poissy. 525 intérimaires vont être virés en mars et avril. De plus PSA veut que 210 CDI de la Peinture, du Ferrage, de l'Emboutissage et des caristes soient mutés à la chaîne du Montage pour remplacer notamment les intérimaires. Le but est surtout de pousser à la démission.

Qu'on soit intérimaire ou CDI, nous avons tous intérêt à nous organiser pour refuser ces mutations forcées et ces fins de mission.

Chez PSA on est jeune de plus en plus vieux

La direction menace les moins de 43 ans des secteurs Ferrage, Contrôle Qualité et Peinture s'ils refusent leur mutation forcée au Montage. Désormais le chantage s'étend à des salariés de plus en plus proche de la cinquantaine.

Beaucoup de postes sont intenables au Montage, plutôt que d'y briser les plus jeunes après les anciens, il faudra lutter contre la surcharge.

H+H+H+...

Le planning de la direction est de plus en plus prévisible... pour son imprévisibilité ! H+ à gogo en semaine, samedis et dimanches travaillés... Et encore un nouveau décalage de l'arrêt de l'équipe de nuit ?

On en a tous ras-le-bol de ces H+ obligatoires souvent gratuites, et de passer notre temps dans cette usine où on nous rabâche qu'on est de trop... mais où on nous demande de rester en H+ sans arrêt.

Elle peut pas réfléchir avant de parler ?

À la Peinture, la direction avait annoncé que l'équipe C travaillerait dimanche soir dernier, sauf que c'est tellement le désordre dans l'organisation de la production que les chefs ont dû appeler les salariés la veille pour leur dire de rester chez eux. La prochaine fois, la direction tournera 7 fois sa langue dans sa bouche avant d'annoncer son programme et de nous casser les pieds chez nous le week-end.

Quand prime rime avec discrimine

Comparée aux 2,35 milliards de profits pour PSA, la prime de 2 400 € nets, ce n'est pas grand-chose. Mieux que rien certes, mais rien à côté de notre dû.

Les intérimaires n'y ont pas droit alors qu'ils font les postes les plus pénibles. Ceux qui ont pris de congés maternité et paternité ou qui ont été malades sont pénalisés et toucheront moins. Plutôt qu'une prime discriminante, exigeons 400 € mensuels en plus pour tous, intérimaires ou CDI, sur nos fiches de paye.

D34 : L'envers du décor

Dans la presse, PSA annonce fièrement le lancement pour la fin de l'année de la D34, un sorte de nouvelle DS3 avec un logo bling-bling « made in Pa-

ris » pour plaire à l'internationale. Un véhicule premium qui se « *distingue par des matériaux qui valorisent le savoir-faire des artisans français* ». Par contre, ça valorise pas du tout les emplois.

Les productions de 208 et DS3 vont disparaître et celle de la D34 sera de 100 000 véhicules par an d'ici 2020, à comparer aux 230 000 produits actuellement à Poissy. La superficie couverte de 70 hectares en 2017 devra passer à 50 hectares. À entendre les dirigeants, on comprend que la production de la D34 sera un enterrement de 1^{ère} classe de l'emploi à Poissy...

À moins bien sûr que nos luttes forcent les actionnaires à maintenir les postes.

D34 : c'est déjà le bordel... et ce n'est que le début !

Les balancelles qui vont recevoir la D34 sont beaucoup trop longues, au moins 5 cm de trop ! Dans un atelier du B2, du côté de la Rocade triangle, les ouvriers d'un sous-traitant reprennent donc une par une les 220 balancelles pour les raccourcir, ça devrait prendre jusqu'à mi-avril.

La direction a des problèmes avec les mesures ? Nous on mesure l'ampleur de son incompétence.

La journée du 8 mars... façon PSA

Le 8 mars dernier, PSA a invité Miss France à la Française de Mécanique à Douvrin dans le Nord. La fête des femmes selon PSA : sois belle et tais-toi !

La CGT a rappelé à l'occasion qu'il « *ne s'agit pas d'une fête où on offre des fleurs mais d'une journée internationale de lutte pour les droits des femmes* ».

Dans cette usine, parmi les CDI, seules 6 % sont des femmes. Elles sont 32 % en contrat précaires sur les 390 intérimaires, contrats de pro et apprentis. Contre le machisme institutionnalisé, une lutte commune des ouvrières et ouvriers pourrait montrer combien nous avons tous avantages à combattre les bas salaires, la précarité et le sexisme de PSA.

Solidarité avec les migrants

Le gouvernement annonce que c'est désormais l'État qui assurera la distribution de nourriture aux migrants à Calais, jusque-là prises en charge par des associations. 2 repas au lieu de 3 auparavant, et des points de distribution moins nombreux et mobiles pour éviter la formation de nouveaux campements ?

Macron et Collomb poursuivent leur politique avec la même violence et le même mépris. Le projet de loi « Asile et Immigration » veut durcir les conditions d'accès à l'asile, faciliter les expulsions en augmentant la durée d'enfermement dans les centres de rétention, tout en criminalisant les marques de solidarité.

Les manifestations du 17 mars à Paris et en province seront l'occasion de s'opposer à la politique du gouvernement et de revendiquer l'ouverture des frontières et la régularisation de tous les sans-papiers.